

LETTRE OUVERTE



AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, A PROPOS DE L'OBLIGATION VACCINALE ET LE PASS SANITAIRE

Monsieur Le Président de la République Française,

Tout d'abord, nous avons pris connaissance du long communiqué de l'Élysée suite au décès de **Monsieur Jacob DESVARIEUX, un grand Guadeloupéen**. Vous savez qu'il était l'un des ambassadeurs de la campagne de vaccination anti covid en Guadeloupe et qu'il était lui-même complètement vacciné. Vous conviendrez que les Guadeloupéens se posent des questions, beaucoup de questions.

En second lieu, vous avez lancé une opération de questions-réponses sur TikTok et Instagram pour convaincre les jeunes récalcitrants à la vaccination. Une telle initiative est bien loin des propos méprisants tenus à Tahiti, traitant les récalcitrants à la vaccination « d'égoïstes et d'irresponsables ».

Car, dans la foulée, nous avons entendu sur LCI, un individu se présentant comme médecin, affirmant que les Guadeloupéens et les Martiniquais refusaient la vaccination pour des raisons liées à **la pratique du vaudou et à l'alcoolisme**.

Sur Guadeloupe Première, c'est un journaliste ou présenté comme tel, qui traitait les opposants à l'obligation vaccinale de « **tonton macoute** » renvoyant ainsi aux heures sombres de l'histoire d'Haïti, cette époque des Duvalier soutenus par la France.

La Directrice de l'ARS de Guadeloupe expliquait même sur RTL le 29 juillet dernier, que l'une des raisons du refus vaccinal pouvait se trouver dans **les croyances magico-religieuses des Guadeloupéens**.

Ce lundi 02 août, c'est au tour du Ministre Sébastien Lecornu qui explique cette situation par les « **réticences culturelles et religieuses** », et « **l'histoire coloniale** ».

Monsieur Le Président de la République Française,

Nous prenons bonne note de votre initiative sur TikTok qui vise à lutter contre les fausses informations qui sont diffusées notamment sur les réseaux sociaux.

Aussi, nous profitons de cette occasion pour poser ces quelques questions :

1/ Pendant des décennies, la France a affirmé, concernant les essais nucléaires à Mururoa ou dans le Sahara, que les mesures avaient été prises et que ces essais ne présentaient aucun risque pour la santé des populations.

Hélas, de fausses informations, soutenues par des médecins notamment, affirment que ces essais ont causé des cancers en grand nombre avec des décès et des mutilations.

Aussi, nous vous remercions de nous confirmer que la République et ses scientifiques avaient dit juste, et que ces essais nucléaires n'ont jamais eu le moindre effet néfaste pour la santé humaine, la flore et la faune.

2/ Pendant des décennies, la France a autorisé la commercialisation et l'utilisation du Chlordécone en Guadeloupe et en Martinique, en affirmant que les vérifications avaient

été faites et que ce produit ne présentait aucun risque pour la santé ni pour l'environnement.

Hélas, de fausses informations contenues dans différents rapports affirment que les autorisations de vente ont été données sans respecter la législation, avec pour résultat 95 % de la population empoisonnée, et des terres polluées pour sept siècles.

Aussi, nous vous remercions de nous confirmer que la République et ses scientifiques avaient dit juste, et que les procédures ont été respectées, et que le chlordécone n'a jamais eu le moindre effet néfaste pour la santé humaine ni sur l'environnement.

3/ Mme Buzyn, Ministre de la Santé, a déclaré que le gouvernement français a eu connaissance de la pollution au chlordécone, de l'eau potable en Guadeloupe, à partir de 1998, avec un timide premier plan chlordécone en 2008.

Hélas, de fausses informations émanant de la commission d'enquête parlementaire présidée par Serge Letchimy révèlent que les services de l'Etat étaient au courant dès 1991.

Aussi, nous vous remercions de nous confirmer que la République et ses scientifiques avaient dit juste, et qu'on n'a pas laissé les Guadeloupéens boire de l'eau empoisonnée durant deux décennies.

4/ Le 1^{er} février 2019, vous avez affirmé que le chlordécone n'était pas une substance cancérigène.

Hélas, de fausses informations, soutenues par des médecins de l'Inserm et de la recherche sur le cancer, ont affirmé l'inverse.

Aussi, nous vous remercions de nous confirmer que la République et ses scientifiques avaient dit juste, et que le chlordécone n'est pas une substance cancérigène ni un perturbateur endocrinien et que les populations n'ont rien à craindre.

Monsieur Le Président de la République Française,

Nous sommes tout à fait confiants dans votre parole et dans celles de vos scientifiques, qui ne se prononcent jamais sans beaucoup de réflexions et d'avis éclairés.

Aussi nous serons totalement rassurés quand vous aurez confirmé que la République et ses scientifiques avaient dit juste sur ces faits, et que la République a assuré aux peuples « d'outre-mer » la meilleure protection de sa santé.

Cette confirmation est de nature à nous mettre en confiance lorsque vous affirmez que l'injection COVID est homologuée et n'est pas dangereuse pour la santé ni à court terme, ni à moyen terme, ni à long terme et constitue la seule alternative à la lutte contre le covid-19.

D'ici là, nous continuerons à DIRE :

- **NON A L'OBLIGATION VACCINALE - NON AU PASS SANITAIRE !**
- **OUI A LA DEFENSE DES DROITS ET DES LIBERTES !**
- **OUI AUX MEDECINS QUI SOIGNENT – OUI AUX SOINS !**
- **OUI AU RENFORCEMENT DES SERVICES DE SANTE !**
- **NON A LA SUPPRESSION DES SALAIRES !**
- **NON AUX MENACES - OUI A LA VIE !!!**

GWADLOUP SÉ TAN NOU !!

Pou LKP
E. DOMOTA
Lapwent, 02.08.21